



Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche - CNESER

du 20 décembre 2018 consacré au budget 2019

Intervention au nom de FO

(Confédération CGT-FO, FNEC-FP FO, FO ESR)

L'augmentation du budget que vous nous présentez est totalement virtuelle pour un enseignement supérieur et une recherche publique virtuels

Sur l'augmentation nette de 502 millions d'euros en crédits de paiements (+1,8 %), les dotations aux universités augmentent de 165 millions, 1,2%, moins que l'inflation, le reste allant aux programmes « Recherche spatiale » Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

La ministre annonce le financement de 800 nouveaux emplois pour la création de places supplémentaires dans les établissements universitaires, mais nous savons déjà que ce sont pour la majorité des postes virtuels. En effet, alors que 5000 autorisations d'emplois avaient été notifiées aux établissements depuis 4 ans, la croissance nette des effectifs a été de seulement 977 emplois équivalent temps plein (ETP) sur la période, la différence ayant été utilisée par les établissements pour abonder leurs budgets de fonctionnement (chauffage, etc.) !

L'augmentation des moyens destinés à l'augmentation attendue des effectifs en première année à la rentrée de septembre 2018 est de + 122,76 M€, alors qu'il en faudrait 4 ou 5 fois plus.

Il faut néanmoins prendre acte du fait qu'un secteur bénéficie d'une hausse non négligeable de 2,5 %, soit au total 71,9 millions d'euros : ce sont les EESPIG, 60 établissements d'enseignement supérieur privés qui assurent la formation de 106 963 étudiants, soit environ 4 % des effectifs totaux d'étudiants dans l'enseignement supérieur !

Nous sommes arrivés à une situation intenable.

Ainsi, dans un service de scolarité, très sollicité avec la multiplication des réformes, quelles économies faire, quand on est déjà passé d'un chef de service catégorie B et 3 agents catégorie C à un chef de service catégorie C et une contractuelle niveau C ?

Et que dire de la situation de tous ces jeunes docteurs formés pour être chercheurs ou enseignants-chercheurs, et qui se retrouvent à la rue ?

Il est par ailleurs totalement illusoire de penser que les établissements qui ont été mis en situation de déficit -et ce ne sont ni les personnels ni les étudiants qui en portent la responsabilité- puissent redresser leurs finances sans mesures spécifiques. Et ce n'est pas une scandaleuse augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, au mépris des traditions universitaires, qui réglerait le problème.

Avec la répartition du budget que vous nous présentez, le ministère et le gouvernement prennent un risque.

Ils n'ont manifestement pas entendu l'avertissement et la colère qui s'expriment partout, et pas seulement aux ronds-points. La situation atteint la limite dans les établissements.

FO votera contre un tel budget de l'ESR et sa répartition.